



Avez-vous déjà entendu parler du CLODO ?

Deux textes à propos du CLODO
Comité pour la Liquidation Ou la Destruction des Ordinateurs

La balade incendiaire du Clodo

Arthur Fontenay – paru dans CQFD – Septembre 2017

Le Comité pour la liquidation ou la destruction des ordinateurs (Clodo) n'a sévi que quelques années dans la région toulousaine. Mais il a marqué d'une pierre blanche les luttes anti-technologiques des années 1980. Retour sur un épisode oublié.



Au début des années 1980, la région toulousaine est en effervescence, théâtre de luttes sociales diverses et radicales. Toulouse, cette ville que la junte de Franco décrivait dans les années 1960 et 1970 comme « capitale du terrorisme européen », est alors l'un des principaux foyers de la lutte anti-franquiste hors d'Espagne, servant notamment de repli stratégique aux guérilleros. Et ça ne date pas d'hier : suite à la défaite de 1939, près de 200 000 Espagnols ont transité par Toulouse lors de la Retirada, la fuite des anarchistes et autres républicains après la défaite. 20 000 d'entre eux s'y sont même installés. D'où la teinte rouge et noire imprégnant la Ville rose. « Un goût certain pour le sabotage¹ » s'y développe logiquement. Notamment chez la jeune génération, qui se nourrit des histoires des vieux anarchistes espagnols. Toulouse est également l'un des lieux de naissance du Mouvement ibérique de libération (MIL), puis des Groupes d'action révolutionnaire internationalistes (Gari), ainsi que de nombreux autres groupes anarchistes et autonomes.

« Outil préféré des dominants »

Au tournant des années 1980, ce goût pour le sabotage s'oriente vers la centrale nucléaire de Golfech, près de Toulouse, ainsi que contre les entreprises participant à sa construction. Une lutte symptomatique : la France est alors en pleine transition énergé-

¹ En référence à *Toulouse années 1980, un goût certain pour le sabotage*, livre d'Anne Carratié paru en 2013 aux éditions du Coque-licot.

tique, avec développement de son programme nucléaire et lancement de la première centrale début 1978, Fessenheim². Quant au Parti socialiste, il se fait le fervent promoteur de l'énergie nucléaire (après que Mitterrand a été élu en partie grâce à ses promesses antinucléaires).

Dans le même temps, l'informatique et l'électronique se développent à vitesse grand V, hors du cadre militaire, gagnant du terrain dans toute la société. Comme la mécanisation et l'organisation scientifique du travail avant elle, l'informatisation modifie profondément les structures de production, de contrôle et de rapport au monde. Elle reconditionne également la course à l'armement, influant sur le déroulement même de la guerre, notamment comme outil de coordination des forces. Une évolution qui ne se fait pas sans opposition : en avril 1979, un sondage de La Croix révèle que 67% des Français s'en méfient et la perçoivent comme dangereuse. Principales craintes : les dérives en matière de surveillance et les menaces sur l'emploi.

Parmi les nombreux groupes autonomes actifs à l'époque dans la région, il en est un qui porte le doux nom de Clodo : Comité pour la liquidation ou la destruction des ordinateurs. Il fait une première fois parler de lui début avril 1980, quand les locaux des entreprises Philips puis CII-Honeybul³ partent en fumée. Celles-ci sont visées, car elles participent au processus de construction de missiles dans le domaine de l'informatique et de l'électronique. Dans un communiqué adressé à Libération, le Clodo se présente ainsi : « Nous sommes des travailleurs de l'informatique, bien placés par conséquent pour connaître les dangers actuels et futurs de l'informatique et de la télématique. L'ordinateur est l'outil préféré des dominants. Il sert à exploiter, à fichier, à contrôler, à réprimer. Demain la télématique instaurera 1984, après-demain l'homme programmé, l'homme machine. » Le groupe revendique quatre

² Le chantier de la centrale a d'ailleurs été touché par une explosion le 3 mai 1975, revendiquée par le « commando Puig Antich – Meinhof ».

³ Signalons que c'est l'un des ordinateurs de cette entreprise qui a coordonné les attaques américaines au Vietnam en 1972 (ordinateur que la RAF détruisit lors d'un attentat à la bombe à Heidelberg le 24 mai 1972, interrompant les bombardements au Vietnam pendant plusieurs jours). De novembre 1983 à octobre 1984, l'entreprise sera attaquée à trois autres reprises par des groupes révolutionnaires.

autres sabotages explosifs ou incendiaires en 1980, toujours contre des sociétés informatiques.

« Groupe de révoltés »

Le Clodo ne se définit pourtant pas comme un groupe de lutte armée. Hors de question pour ses membres de « [s'] enfermer dans un ghetto des programmes et des plateformes organisationnelles ». Il s'agit simplement d'un « groupe de révoltés comme il en existe des centaines », qui souhaite « interpeller chacun, informaticien ou non, pour que nous tous réfléchissions un peu plus au monde dans lequel nous vivons, à celui que nous créons, et de quelle façon l'informatique transforme cette société⁴ ». Les actions incendiaires ne sont que la partie visible d'un travail de lutte au quotidien. À Toulouse, les années 1980-1981 sont d'ailleurs marquées par une intensification de la lutte contre le chantier de la centrale de Golfech. Peut-être est-ce pour cette raison que le Clodo ne fait plus parler de lui pendant deux ans ?

Il faut attendre fin janvier 1983 pour que le groupe se manifeste de nouveau auprès du grand public : trois charges de dynamite soufflent le centre de traitement informatique de la préfecture de Haute-Garonne, occasionnant 30 millions de francs de dégâts. La police procède dans la journée à une perquisition de la radio libre Canal Sud, pensant avoir enfin mis la main sur les membres du groupe⁵. Les animateurs, qui préparaient justement une émission sur les fichiers informatiques, seront finalement libérés. Deux nouvelles attaques incendiaires constituent les dernières actions revendiquées du groupe, fin 1983. Malgré de longues enquêtes policières, personne ne sera jamais identifié et inculpé pour les actions du Clodo.

Juste « un tas de ferraille »

L'ère d'Internet et des smartphones est alors encore assez lointaine, mais déjà le Clodo livre une analyse clairvoyante de l'informatisation de la vie quotidienne et des conséquences pour la restructuration du capitalisme. Le groupe souligne que « progrès » et développement technologique ne sont pas neutres et immanents, mais guidés par des intérêts. Si la plupart des technologies

⁴ Auto-interview du Clodo, Terminal n° 16, octobre 1983.

⁵ Golfech – Le nucléaire, implantation et résistances, CRAS éditions, Toulouse, 1999.

peuvent parfois être détournées à des fins subversives ou émancipatrices, leur développement et leur production dépendent toujours des valeurs dominantes et des dynamiques à l'œuvre dans la société. Lesquelles déterminent la direction dans laquelle s'orientent les recherches et le progrès. Si la technologie informatique a d'abord été développée à des fins militaires, comme le nucléaire, elle a été intégrée au champ de l'économie et du développement du capitalisme une fois qu'elle pouvait être exploitée et rentabilisée. « Il faut bien que la vérité de cette informatisation soit parfois démasquée, écrivait le Clodo, qu'il soit dit qu'un ordinateur n'est qu'un tas de ferraille qui ne sert qu'à ce que l'on veut qu'il serve, que dans notre monde il n'est qu'un outil de plus, particulièrement performant, au service des dominants [...] : mise en fiches, surveillance par badges et cartes, instrument de profit maximalisé pour les patrons et de paupérisation accélérée pour les rejetés. »

Aujourd'hui, presque quarante ans plus tard, les nouvelles générations sont nées dans un monde où Internet règne en maître. Quatre des six personnes les plus riches du monde ont bâti leur fortune sur l'informatique et les télécoms. Les drones de guerre sont pilotés par ordinateur. Trois milliards de téléphones « intelligents » rendent leurs propriétaires – volontairement – localisables, écoutables et gérables en permanence. En France, plus d'une personne sur deux se dit incapable de s'en passer, voyant parfois l'objet comme « un prolongement du bras ». Un nouveau mot en est né : la « nomophobie » ou « no-mobile-phobia ».

Un groupe comme le Clodo a de nos jours des airs extraterrestres. Il est pourtant difficile de nier sa clairvoyance. Laissons-lui le dernier mot : « Nous considérons que notre lutte est globale. [...] Dans l'ensemble, les ordinateurs sont toujours utilisés par les mêmes gens pour les mêmes choses. Il n'y a donc pas de raison de ne pas continuer dans la même direction. Avec plus d'imagination, et à notre rythme, même si le résultat est moins spectaculaire que nos actions précédentes. »

Note : Pour une étude plus détaillée de l'histoire du Clodo, voir le recueil Les Luddites en France publié en 2010 par l'Échappée. Et notamment le texte de Célia Izoard, « L'informatisation, entre mises à feu et résignation »

Avez-vous déjà entendu parler du CLODO ?

Celia Izoard – Paru dans La planète laboratoire #4 – 2011

Avez-vous déjà entendu parler du CLODO ? À Toulouse, entre 1980 et 1983, ce mystérieux *Comité pour la Liquidation ou le Détournement des Ordinateurs* faisait la une des journaux en incendiant des usines d'informatique. C'est avant, bien sûr. Avant que nous ayons (presque) tous un iPod dans la poche et un portable à la main. À une époque où les gens étaient tellement sceptiques sur l'utilité d'un ordinateur à la maison que le gouvernement s'était mis à distribuer des Minitel à tour de bras...

La nuit du 5 avril 1980, à Toulouse, les locaux de la société Phillips Informatique sont en feu. Trois jours plus tard, on signale un incendie à la compagnie d'informatique CII-Honeywell-Bull. Le procédé est rudimentaire : ordinateurs, fichiers et documents ont été entassés dans le hall et brûlés. Le 10 avril, c'est-à-dire le lendemain de l'incendie de la CII, une fausse alerte à la bombe nécessite l'évacuation des locaux d'IBM, à Toulouse. On fait des rapprochements avec un attentat qui avait visé l'ancien siège de DATA Systems le 24 novembre 1977...

Tous ces attentats sont revendiqués par le Clodo, *Comité pour la liquidation ou le détournement des ordinateurs*, dont les participants n'ont jamais été démasqués. Ils sont également à l'origine de l'incendie de la société International Computers Limited en mai 1980 et celui de CAP-SOGETI en septembre, au moment du SICOB, le grand salon parisien de l'informatique. En janvier 1983, ils font exploser le Centre informatique de la Préfecture de Haute-Garonne avec trois charges d'explosifs et, plus tard cette année-là, occasionneront de sérieux dégâts aux sociétés américaines Speery Univac Ordinateurs et National Cash Register, toujours dans les environs de Toulouse.

Quelles sont les motivations du Clodo ? Dans leur premier communiqué, ils déclarent :

« Nous sommes des travailleurs de l'informatique bien placés pour connaître les dangers actuels et futurs de

l'informatique et de la télématique. L'ordinateur est l'outil préféré des dominants. Il sert à exploiter, à fichier, à contrôler et à réprimer. »

Dans une auto-interview adressée à la revue *Terminal* en 1983, ils dénoncent la façon dont on présente l'informatisation comme une révolution susceptible de remédier d'elle-même aux problèmes de la société, quand elle renforce au contraire les rapports de pouvoir existants :

« Il faut bien que la vérité de cette informatisation soit parfois démasquée, qu'il soit dit qu'un ordinateur n'est qu'un tas de ferraille qui ne sert qu'à ce que l'on veut qu'il serve, que dans notre monde il n'est qu'un outil de plus, particulièrement performant, au service des dominants [...] : mise en fiches, surveillance par badges et cartes, instrument de profit maximalisé pour les patrons et de paupérisation accélérée pour les rejetés. »

On a aujourd'hui oublié que l'informatisation ne s'est pas faite sans oppositions. Le secteur social s'est fréquemment mobilisé contre la mise en place de fichiers (GAMIN, AUDASS) permettant le repérage et le tri automatique « *d'enfants à problèmes* ». Des conflits relativement nombreux ont éclaté dans les banques, comme la grande grève de 1974 à la Société Générale et, entre décembre 1981 et mars 1982, un mouvement des informaticiens, guichetiers et personnel de saisie dénonçant les licenciements et le rétrécissement de la marge de manœuvre des employés.

Des dactylos ont fait grève, ainsi que les clavistes de plusieurs journaux, qui se sont insurgés contre l'obligation de travailler face à un écran et les contrôles de plus en plus tatillons permis par l'ordinateur. Quant aux ouvriers, on avait promis que l'automation allait faire d'eux des « *intellectuels-artisans* » en permettant « *la promotion ouvrière, que les Américains appellent upgrading* » (*Le Figaro*, 17 septembre 1980.).

Or, comme cet ouvrier de l'usine Renault du Mans, ils constatent plutôt :

« Avec les robots, c'est souvent la machine qui paradoxalement fait le boulot le plus intéressant. Au transfert, c'est le robot qui fait les pièces et toute la journée, nous, on les ébavure. »

(L'Humanité, 29 octobre 1983)

Pour le Clodo, une bonne informatique ne semble pas quelque chose de complètement impossible, mais *seulement* dans un monde dont les valeurs et les rapports de pouvoirs seraient complètement différents. Tant que tout ceci demeure inchangé, l'informatique est « *le serviteur zélé du système dans lequel nous vivons* ».

Dans les années 1980, on sait déjà que la fabrication des ordinateurs nécessite une exploitation nocive des ressources des anciennes colonies, avec son lot d'expropriations des terres et de semi-esclavage. On sait aussi que les circuits imprimés sont montés à la main, par exemple, par des femmes indiennes sous-payées qui sont régulièrement victimes de brûlures et d'intoxications liées aux émanations de produits toxiques (*Terminal* n°17, "Travailler pour Phillips"). On peut suspecter que ces possibilités technologiques vont alimenter le vortex consumériste, et que l'Etat s'empressera d'utiliser ces machines pour renforcer le maillage de son territoire au détriment de la liberté, comme l'a déjà révélé l'affaire SAFARI en mars 1974.

Le Clodo a conscience qu'une technologie est indissociable du contexte social dans lequel elle apparaît, et reflète étroitement les aspirations dominantes. L'informatique, dans sa conception même, répond à certaines finalités qui reflètent les besoins des grands États et des entreprises. Elle répond à un besoin de gestion et de calcul toujours croissant, à une passion de la statistique qui statue sur les phénomènes au détriment du point de vue subjectif. Loin d'être neutre, ajoute le Clodo :

« l'outil informatique est sans doute perverti par ses origines mêmes (l'abus du quantitatif ou la réduction au binaire en donnent la preuve) ».

Ce n'est pas un hasard, ajoutent-ils, si :

« le secteur social le plus informatisé est l'Armée. »

D'après Libération (16 juin 1975), le ministère de la Défense est l'un des organismes qui utilise en 1974 le plus d'ordinateurs – à hauteur de 510 millions de francs – « *tant pour le "recrutement" sous les drapeaux des jeunes qu'en prévision d'une crise sociale où se manifesterait "l'ennemi intérieur"* ». Le Clodo veut donc :

« interpellier chacun, informaticien ou non, pour que, nous tous, réfléchissions un peu plus au monde dans lequel nous vivons, à celui que nous créons, et de quelle façon l'informatisation transforme cette société. »

Pour explosive qu'elle ait été, l'action du Clodo aura tout juste permis de relancer un timide débat sur l'informatisation, mais celui-ci était d'avance condamné par l'épaisse couche de poncifs qui fait de la réflexion sur la technique le point aveugle de nos sociétés – « *la technologie est neutre* », « *tout dépend des applications* », « *de tous temps, l'homme a inventé des outils pour progresser* », etc. Dès les années 1950, l'automatisation avait été présentée comme une fatalité du progrès à laquelle tous devaient nécessairement se plier, pour ne pas être dépassé par les Américains. Dans un numéro des *Echos* de 1965, on pouvait ainsi lire ce genre de formules :

« Il échoit à l'État de rendre providentiel l'épanouissement fatal de l'automation. »

On n'a donc pas laissé le choix aux populations qui, au début des années 1980, n'avaient rien demandé.

Ainsi, à la veille du grand colloque *Informatique et société* qui se tient à Paris en septembre 1979, un sondage révèle que 67% des Français craignent l'informatisation, assimilée à un concurrent du salarié et à du flicage (*La Croix*, 13-14 avril 1980). Dans une enquête du *Nouvel Observateur*, Josette Allia remarque :

« Le problème sur lequel on bute est partout le même : la demande des usagers reste floue, imprécise. Que veulent-ils ? Qu'on leur envoie par télé des pages entières d'annuaires du téléphone ou les horaires du chemin de fer ? [...] Qu'on leur donne la liste des prix du supermarché voisin ? Apparemment, non. Les usagers ne veulent rien, ou plutôt, ils ne savent pas quoi demander. »

C'est pour remédier à cette désarmante absence de désir qu'est lancée, à partir de 1983, l'opération Minitel, consistant à distribuer gratuitement à chaque foyer un terminal d'accès au bottin et à la pornographie de masse. Anne-Marie Laulan écrit, en 1986, dans *Réseaux* :

« Tout se passe comme si l'informatisation de la société française décidée par décret était mise en place selon des stratégies publicitaires bien éprouvées : la séduction

des jeunes grâce aux jouets électroniques, la pénétration dans le secteur privé, ce qui traduit bien la volonté de placer les acteurs sociaux devant un état de fait, une situation acquise de façon irréversible. »

C'est par la colonisation des foyers que l'informatique s'est imposée, important dans la vie domestique, intime, des préoccupations et une forme de rationalisation du quotidien autrefois réservées au monde du travail, comme le note ce chroniqueur d'une revue militante de Toulouse :

« En industrialisant la vie privée de chacun, en proposant à tous de gérer, d'informatiser, d'organiser son milieu vital comme une entreprise miniature, avec ses ordinateurs, ses gadgets [...], on veut faire comprendre à tous le souci de ceux qui ont une usine, une vraie, qui doit produire, se défendre. »

(Superman III, Toulouse, septembre 1983)

Compte-tenu des licenciements, de la déqualification massive et du grand bond en avant de la surveillance occasionnés par l'informatique, on aurait pu – et l'on pourrait toujours – s'attendre à des oppositions bien plus retentissantes. Mais dans les années 1980 comme aujourd'hui, il est inacceptable, et presque indécent, de prétendre enrayer le cours du développement technique, ou tout simplement de signaler qu'il pourrait prendre d'autres directions plus émancipatrices. De façon générale, compte-tenu de l'hégémonie de l'héritage marxiste, les syndicats se sont désintéressés des protestations qui ont fréquemment surgi sur les lieux de travail, ou les ont reformulés dans des revendications politiquement correctes qui ne remettaient pas en cause l'informatisation, mais dénonçaient simplement, de façon ponctuelle, certaines de ses applications regrettables (et tout à fait marginales, cela va de soi).

Seule la CFDT a, pendant un temps, remis en question le caractère inéluctable de l'informatisation, exigeant qu'employés et ouvriers puissent décider des technologies employées et, même, révoquer celles qu'ils jugeaient déqualifiantes. En témoigne la préface des *Dégâts du progrès*, livre publié par le syndicat en 1977, qui proclame :

« Dans tous les domaines de la vie, il est urgent de dissocier progrès et avancée technique et de changer les critères qui régissent la notion même de progrès. »

Mais dès le début des années 1980, ses dirigeants semblent avoir complètement renié le contenu du livre :

*« Nous avons failli nous tromper, nous n'en sommes plus là. Finis les discours pleurnichards ! »
(Débat à la FNAC en 1980, cité par Terminal n°15,
courrier des lecteurs)*

Contester l'informatisation, même dans ses effets les plus patents comme les licenciements massifs qu'elle permet, revient nécessairement à critiquer la production capitaliste et la croissance. Chose que, dans les années 1980 comme aujourd'hui, la classe politique ne peut pas se permettre. La confusion savamment entretenue entre prouesse technologique et progrès social est également un verrou idéologique puissant, qui fait de toute remise en cause des gadgets que nous utilisons, à la maison ou au travail, de gré ou de force, une atteinte aux bonnes mœurs politiques – comme si la liberté et la démocratie étaient indissociablement attelées au TGV et à l'ordinateur personnel...

C'est ce qui explique que la critique de l'informatisation se soit vite retranchée dans une dénonciation plus convenue de la surveillance et du fichage, au point même de s'enfermer – c'est le cas aujourd'hui – dans des contradictions indépassables, puisqu'elle va de pair avec un plébiscite d'internet et des nouvelles technologies, dont tous les usages, même les plus « *démocratiques* », concourent directement à cette collecte d'informations.